

## Quelle transition en Birmanie ?, par Renaud Egreteau

LE MONDE | 28.09.07 | 13h59 • Mis à jour le 28.09.07 | 14h00

La situation dans laquelle la Birmanie est plongée présente de nombreuses similitudes avec le soulèvement pro-démocratique de 1988. Toutefois, deux différences sont évidentes. D'abord, le régime militaire birman ne vit plus aujourd'hui dans le repli autarcique qui avait été son credo idéologique sous l'ère du général Ne Win (1962-1988). Il dispose de partenaires diplomatiques et commerciaux, certes rares mais puissants, à commencer par la Chine, et son isolement sur la scène internationale est tout relatif : la Birmanie commerce allégrement avec l'ensemble de ses voisins et a bénéficié jusqu'à présent du soutien de Moscou, New Delhi ou Singapour.

Ensuite, le pouvoir militaire birman semble aujourd'hui bien plus solide qu'il ne l'était il y a vingt ans. En démissionnant, à la surprise générale en 1988, l'ancien dictateur Ne Win avait provoqué une vacance du pouvoir qui avait vivement encouragé les manifestations. Aujourd'hui rien n'indique que la junte soit sur le point de péricliter pour laisser place à une administration civile et pro-démocrate. Au contraire, retranchée dans une nouvelle capitale "bunkérisée" à 400 kilomètres au nord de Rangoun depuis novembre 2005, elle n'apparaît pas encore menacée dans ses fondements, en dépit de l'ampleur de l'actuelle vague protestataire.

Certes, le leadership moral et le courage affiché de la communauté des moines bouddhistes lors des manifestations sont un élément particulièrement inquiétant pour le régime. En matant la vague "safran", le régime sait qu'il risque d'enflammer l'ensemble de la société birmane, qui est à près de 85 % bouddhiste. L'histoire récente du pays a néanmoins prouvé que la mise au pas des bonzes est une option devant laquelle il n'a pas reculé. Mais, compte tenu de l'omniprésence et du poids de l'armée birmane, d'éventuelles défections au coeur même de la junte peuvent constituer une menace plus importante pour celle-ci que les manifestations de la population ou les pressions internationales.

Les risques de déstabilisation du pouvoir militaire ont plus de chances de naître d'une éventuelle révolution de palais au sein même de la hiérarchie militaire, à l'initiative d'une faction de l'armée encline à engager un dialogue pour calmer les protestations et rassurer les partenaires du régime, notamment chinois. Même si l'on en est réduit aux spéculations, ce pourrait être l'attitude de la génération montante de généraux, incarnée par le général Thura Shwe Mann, chef adjoint de l'état-major, à l'instar du pragmatisme dont avait fait preuve l'ancien premier ministre, le général Khin Nyunt, avant son éviction en 2004.

Car les chefs militaires reconnaissent eux-mêmes qu'il leur faudrait amorcer une transition vers une "démocratie disciplinée" s'ils veulent garder le contrôle de la situation. La Chine s'est d'ailleurs officiellement montrée favorable à une transition graduelle qui, bien loin évidemment d'une démocratisation telle qu'elle est entendue en Occident, constituerait cependant une normalisation de l'actuel régime autoritaire. Si Pékin n'a aucun intérêt à voir la situation actuelle dégénérer, elle ne souhaite pas davantage la chute brutale du régime qui pourrait plonger le pays dans une profonde instabilité. Les événements actuels pourraient amener la Chine à pousser le régime à accélérer ce processus.

La communauté internationale ne doit donc pas se tromper de combat ni de stratégie. L'histoire témoigne - on l'a vu en Afrique du Sud - qu'un processus de transition démocratique a plus de chances d'être mené à son terme s'il se fait graduellement, en tenant compte de l'ensemble des parties en présence et en poursuivant un dialogue coûte que coûte.

Au-delà de ses dirigeants autocratiques, l'opprobre ne doit donc pas être jeté sur l'ensemble d'une armée birmane qui a dominé le paysage politique de ce pays depuis plus d'un demi-siècle (y compris lors de la période parlementaire que connut la Birmanie entre 1948 et 1958 puis 1960-1962) et dont l'un des fondateurs n'est autre que le général Aung San (le propre père d'Aung San Suu Kyi). Sans quoi une réconciliation serait impossible entre une institution qui est au coeur du pays et la population civile. L'armée ne peut pas être écartée du processus de transition ; de la même manière que l'opposition civile incarnée par Aung San Suu Kyi et les minorités ethniques (insurgées ou non) ne peut être marginalisée. Les sociétés chilienne, argentine ou brésilienne affrontent encore, trente ans après, leurs démons militaires, prouvant la longue et périlleuse route qu'impose la démocratisation d'une société militarisée.

Etant donné l'assise solide du régime militaire birman, exploiter ses propres failles semble être la stratégie qui serait à terme la plus payante. Pour cela, il faut le connaître, comprendre ses rouages, avoir accès à ses leaders. Seule la Chine semble aujourd'hui répondre à ces impératifs, malgré ses démentis. Un rôle de médiation pour Pékin, via l'ONU, et notamment son secrétaire adjoint aux affaires politiques, Ibrahim Gambari, qui s'est déjà rendu en Birmanie en mai et novembre 2006, serait salvateur. Les puissances occidentales, dont la présence s'est affaiblie dans le pays depuis la mise en place de sanctions économiques et politiques contre la Birmanie, ne disposent d'aucun levier d'influence ni auprès du régime, ni à l'intérieur même du pays.

De plus, pousser la population birmane, les étudiants, les bonzes et les militants prodémocratiques à se révolter dans leur pays sans leur apporter un soutien extérieur concret, immédiat et autre que symbolique ne permettra pas d'accélérer le processus de transition, mais accentuera le désespoir d'un peuple qui se sentira abandonné de l'extérieur une fois la répression achevée.

Ainsi, soit la communauté internationale intervient directement dans les affaires birmanes en optant pour un scénario d'ingérence semblable à ceux proposés au Kosovo, au Timor ou en Afghanistan, ce qui est peu probable. Soit elle choisit de faciliter le dialogue et la réconciliation dans le pays, et, dans ce cas, n'en appelle pas au renversement de l'armée birmane, mais plutôt à l'établissement d'un dialogue, ce que de nombreux bonzes, militants et manifestants ont scandé depuis plusieurs jours dans les rues de Rangoun.

Appeler le régime militaire à dialoguer ne suffit pas, il faut être aussi prêt, de son côté, à accepter de le rencontrer. Ostraciser un régime xénophobe qui se complaît dans son isolationnisme est une erreur diplomatique. Le dialogue ne signifie pas le soutien idéologique, loin de là. L'instauration d'une démocratie en Birmanie passe d'abord par une réconciliation entre l'armée et son peuple, mais aussi par une nouvelle approche de la communauté internationale.

---

**Renaud Egreteau** est docteur de l'IEP Paris, post-doctorant rattaché au CERI-Sciences Po.

Article paru dans l'édition du 29.09.07